

L'audace d'innover

Texte proposé par Pierre Moscovici et une liste de signataires

La liste des signataires : <http://www.pierremoscovici.fr/les-signataires-du-texte-laudace-dinnover/>

Le 28 mai, le Parti socialiste a adopté à l'unanimité son projet pour 2012. Cette échéance est le résultat d'un travail riche, d'une réflexion intensive, de beaucoup d'écoute mutuelle et d'une recherche constante de bases communes et de solutions. A l'heure où le chapitre des primaires et des candidatures s'ouvre, il faut rendre hommage aux centaines de citoyens, d'experts, de militants, qui ont contribué au succès des différentes conventions.

Tout ne fait pourtant que commencer. Cette base posée, chacun sait que le plus difficile est devant nous. Chacun a conscience de la situation politique exceptionnelle que nous traversons, des épreuves qui nous attendent jusqu'à l'élection. Chacun connaît la situation économique particulièrement grave de l'Europe, à l'orée possible d'une nouvelle crise financière de grande ampleur. Chacun d'entre nous devra donc être à la hauteur de la situation. Les primaires auront un sens si elles permettent aux sympathisants de gauche de choisir entre des visions de la France, de son avenir, de l'évolution de son économie, de sa voix dans le monde. Elles seront délétères si elles se résument à des enjeux de personnes, au « narcissisme des petites différences ».

Quelle gauche voulons-nous ? C'est la question préalable à la réussite de l'année qui vient. Les difficultés de la social-démocratie européenne démontrent que le renouvellement de notre offre politique est nécessaire, tant sur le fond que sur la forme. Alors que la crise financière de 2008 aurait dû sonner le glas d'une droite largement complice de l'idéologie dérégulatrice, assumant la primauté des forces du marché sur l'engagement des Etats, qui a posé les bases de la catastrophe économique que nous connaissons, les partis sociaux-démocrates continuent à obtenir des résultats électoraux décevants. Les défaites enregistrées en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suède, en Italie, à l'Est de l'Europe ou encore en Espagne ont dessiné une domination de la droite européenne inédite depuis la Première guerre mondiale.

Ces difficultés ont pu pousser certains à analyser l'échec de la social-démocratie comme la conséquence de son fourvoisement. La gauche de gouvernement se serait vendue au capitalisme comme on va à Canossa, passant du compromis à la compromission. Il n'y aurait, à cet égard, pas d'autre solution que de renier ce compromis, de retrouver la voie d'un radicalisme nouveau. La tentation de refuser la nouvelle complexité du monde et de la mondialisation en versant dans le radicalisme protestataire n'épargne pas plus la gauche que la droite.

C'est une facilité à laquelle nous nous refusons.

Pour la plupart d'entre nous, notre sensibilité politique réformatrice s'est construite autour de Dominique Strauss-Kahn à partir de 2002. D'autres nous ont rejoints depuis. Pour tous, elle a été au cœur du combat pour les idées, analysant, réfléchissant, proposant sans cesse, au

service de nos idéaux et de la France. Toujours, nous avons maintenu notre philosophie d'action, celle qui nous voit plonger nos mains et nos pensées au cœur du système pour le transformer. Toujours, nous avons donné la priorité aux idées sur les calculs politiques et la tentation de la démagogie. Toujours, nous avons eu la volonté d'innover, d'inventer de nouvelles réponses de gauche à la mondialisation ainsi qu'aux transformations sociales et économiques.

Cette audace de l'innovation, c'est notre moelle épinière, ce qui structure notre action et notre cohésion. Elle avait vocation à alimenter la démarche soutenant la candidature que nous souhaitons. Il nous revient de reprendre ce flambeau, et d'affirmer que ces idées, ces convictions doivent toujours être au cœur des échéances de 2012 et de l'espoir de meilleurs lendemains. C'est pourquoi nous voulons ici les rappeler et les porter. Ce texte se veut comme un point de repère et un ensemble d'exigences qui, sans présager des candidatures qui seront effectivement déposées à partir du 28 juin, nous semblent devoir structurer le débat des primaires.

▪ **Une puissance publique refondée**

Cette volonté de renouveau s'appuie sur une analyse préalable : celle que la définition du rôle de l'Etat, de son rapport aux collectivités territoriales décentralisées mais aussi à chaque citoyen, sera au centre de tout.

D'abord, parce que la droite a su habilement détourner ce qui était une crise du capitalisme en une crise des dettes souveraines : les profits financiers restent essentiellement privés quand les pertes liées à la crise sont largement nationalisées. Alors même que la crise découlait d'une insuffisance de régulation, ce sont aujourd'hui les Etats qui se retrouvent sur le grill pour leur mauvaise gestion et leur endettement, pourtant pour une bonne part conséquence du sauvetage des banques et d'une économie à la dérive ! Sur ces bases, la droite a beau jeu de détricoter lentement les services publics et ce qui fait notre modèle social.

Nous plaidons pour une puissance publique renouvelée dans ses finalités, mais aussi dans ses modes d'intervention et d'action, car nous n'ignorons pas les crises plus profondes qui creusent le fossé entre citoyens et puissance publique :

- **Une crise de légitimité**, fondée sur les doutes de plus en plus ouvertement exprimés au sujet de l'efficacité de l'action étatique.
- **Une crise de gouvernance**, qui voit les citoyens réclamer une autre implication dans le choix, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques. Celle-ci est accentuée par la défiance de l'Etat vis-à-vis des collectivités locales, qu'il prive de moyens budgétaires alors même que celles-ci représentent 74% des investissements publics et développent l'action publique au plus près des citoyens.
- **Une crise de représentativité**, conséquence des changements profonds qui innervent nos sociétés occidentales. Trop souvent, notamment, nous tendons à assimiler instinctivement l'individualisation de nos sociétés à la dimension sociétale de la libéralisation des marchés. A chaque fois, nous oublions que ce mouvement de fond

est tout autant sinon plus la conséquence de conquêtes sociales dans lesquelles la gauche a fidèlement – et heureusement – pris sa part. L’aspiration nouvelle à la mixité homme-femme à tous les étages de la société, la reconnaissance des droits des minorités ou encore l’autonomisation progressive de la jeunesse ont toutes eu pour corollaire une refondation de la société telle que nous la connaissions dans les années de croissance. Ces conquêtes sont indéniablement des progrès, mais également les germes d’une société qui change et de nouveaux défis.

- **Une crise démocratique**, enfin, qui voit se creuser le fossé entre les Français – particulièrement les moins aisés - et leurs représentants, auxquels ils n’accordent plus crédit, les renvoyant souvent - à tort ou à raison, mais effectivement - à une sphère déconnectée du quotidien et soucieuse avant tout de ses intérêts personnels.

Pour répondre à ces inquiétudes sans renoncer à une action publique ambitieuse, ni nous contenter d’un retour à un « plus d’Etat » là où la droite a mis « moins d’Etat », nous plaidons pour une gauche qui serait radicalement du côté de la qualité du service public, de l’efficacité de la dépense publique, davantage que des seuls moyens affectés à l’action publique.

Redonner corps aux services publics, c’est d’abord redonner des moyens d’action aux services publics régalien, garants de notre contrat social : la justice, maltraitée par la droite comme jamais depuis plusieurs décennies ; la police, instrumentalisée et privée peu à peu des moyens indispensables à un travail de terrain utile dans la durée ; l’éducation, réformée à coups de boutoir et sans concertation ni vision d’avenir ; la culture, abandonnée peu à peu aux acteurs privés, sans conscience du rôle de ciment social et de liberté créative que seuls les arts et la culture offrent à une société pour lui permettre de ne pas étouffer.

Redonner corps aux services publics, cela suppose aussi de réfléchir sur leur efficacité, leur forme et leurs missions. C’est à ce titre que nous appelons de nos vœux un nouveau contrat social entre l’Etat et ses citoyens, fondé sur une définition renouvelée de la puissance publique, de son action et de ses méthodes :

- **Un Etat innovant et stratégique**, recentré sur la gestion du long terme et le pilotage des grands choix économiques et sociétaux : cadres macroéconomiques, recherche et développement, éducation et formation, mise en place de la sécurité sociale professionnelle avec les partenaires sociaux...
- **Un Etat dont l’action s’exerce via les collectivités locales au plus près des citoyens**, à travers une décentralisation significative de la gestion des affaires quotidiennes, du soutien de l’économie et d’une partie des politiques sociales... avec les corollaires indispensables que sont une autonomisation de gestion et la mise en place de puissants mécanismes de péréquation. Franchir une nouvelle étape de la décentralisation - avec une identification claire des compétences - est un impératif économique, démocratique et politique.
- **Un Etat modernisé et efficace**, qui intègre au cœur même de son action la notion de l’usager et de sa satisfaction et la culture du résultat. Nous aurions tort de laisser ce

discours à la droite, qui le pervertit dans le même moment par sa seule vision comptable.

- **Un Etat partenarial**, à travers une relation de gouvernance nouvelle avec les collectivités décentralisées, les corps intermédiaires et les citoyens : l'Etat n'est pas le seul représentant de l'intérêt collectif. Syndicats et associations doivent se trouver associés totalement et en amont par la puissance publique, les citoyens pouvoir s'organiser pour reprendre main sur leur quotidien : c'est le sens de la réflexion sur les class actions à la française, mais également sur un pilotage concerté des institutions.

▪ **La nouvelle croissance et l'économie de demain**

Les perspectives de la France sont aujourd'hui minées par ses performances économiques insuffisantes, une perte de confiance qui retarde la sortie de crise et fragilise le vivre-ensemble. Il y a un rêve américain. Donnons corps au rêve français.

Nous voulons redonner aux Français l'envie de croire en un avenir meilleur. Notre candidat devra porter haut l'ambition d'une décennie de changement pour retrouver ce qui fit la force de la France de l'après-guerre : la croyance collective que nos enfants vivraient mieux que nous. La droite ne propose que de désendetter la France par la rigueur : ce projet est un mensonge. Un pays ne peut rebondir si la politique économique se résume à des coupes budgétaires. Un pays ne peut sortir de la spirale de l'endettement et de la croissance molle qu'à la condition de choix de croissance résolus tournés vers le long terme, pilotés par l'Etat, associés à un effort de désendettement et une adhésion globale et confiante des citoyens à ce projet d'une décennie.

Pour cela, il nous faut agir dès la prochaine mandature. Notre appareil productif vieillit : les programmes structurants, Airbus (lancé en 1970), le nucléaire (de la fin des années 1960 jusqu'à la fin des années 1980), le TGV (années 1970-80), Arianespace (1973) commencent tous à dater. La montée en puissance de la contrainte des finances publiques ces trente dernières années a entraîné l'asphyxie progressive des investissements de l'Etat français : pour 97%, son budget est aujourd'hui un budget de fonctionnement.

Ce n'est pas la moindre des fautes de Nicolas Sarkozy que d'avoir renoncé à préparer l'avenir. Face à lui, nous aurions tort de nous enfermer dans un jeu défensif. Pire, nous ferions une grave erreur en acceptant d'entrer dans la rhétorique du mieux-disant de la rigueur. Notre discours, notre audace, doit être de nous projeter plus loin. L'audace, c'est d'inventer aujourd'hui la France de demain ; c'est d'investir dans des secteurs d'avenir, en assumant ces priorités. Pour demain, mais aussi pour aujourd'hui.

2012 marque la croisée des chemins, l'occasion de proposer une vision des 40 prochaines années. Ce choix, c'est celui de la nouvelle croissance. Celle-ci ne pourra être atteinte que par la formation et l'innovation, les sciences et la relance de grands projets industriels, largement abandonnés depuis 2002. La priorité donnée à l'investissement, plutôt qu'aux dépenses à courte vue, doit être réaffirmée sans cesse. Le pilotage de ces investissements par une banque publique largement décentralisée marque également l'avènement d'un discours nouveau, en

rupture avec la tradition jacobine qui a caractérisé l'ensemble des Présidents sous la Vème République. Au-delà, c'est « l'épopée » de la prospérité française que notre prochain(e) candidat(e) à la présidentielle devra incarner.

La nouvelle croissance doit mettre l'innovation au service de l'emploi. Investir dans les nouvelles énergies, c'est intégrer l'impératif écologique au sein de notre modèle de croissance, mais également préparer la réindustrialisation de notre économie et former les Français aux métiers de demain ; lancer de nouvelles lignes TGV, c'est rendre possible le développement de régions entières, créer des dizaines de milliers d'emplois, de tous types, sur les chantiers mais surtout au sein des territoires nouvellement connectées ; développer de nouvelles molécules, c'est améliorer la santé des Français, réduire les coûts de l'assurance-maladie et créer des emplois dans ce secteur d'avenir. Ces chantiers sont sur la table. Les socialistes devront, en concertation avec l'ensemble des acteurs économiques, proposer un véritable plan d'investissement pour la première année, expliquer le combien, le où, le pourquoi et les retours attendus. Cette transformation économique devra notamment s'appuyer sur le développement d'un tissu performant de PME-PMI pour en faire notre fer de lance dans la mondialisation, à l'image du *Mittelstand* allemand.

Une telle ambition demande de l'audace. Elle suppose également de retrouver dans notre discours, à côté du refus de la rente, la place pour ceux qui innovent et créent de la valeur économique, sociale et environnementale dans notre pays.

▪ La volonté de l'efficacité sociale

Une part de l'identité et de la force de la France et de l'Europe réside dans leur modèle social, envié par de nombreux pays. Celui-ci a constitué, dans la crise, un filet de protection efficace et un puissant facteur de cohésion sociale. C'est pourtant ce même modèle que la politique de Nicolas Sarkozy a quasiment systématiquement cherché à remettre en cause.

Sous couvert de rigueur budgétaire, poussée souvent par des réflexes populistes, la droite vise à instiller l'idée que la France ne peut plus supporter le coût de telles politiques, qu'il s'agisse de la dépendance, des retraites ou dernièrement du Revenu de Solidarité Active. Cette politique est d'autant plus incompréhensible et délétère pour les plus démunis que les marges de manœuvres sont essentiellement consacrées aux cadeaux fiscaux faits par le gouvernement aux plus aisés.

Dénoncer cet état de fait ne doit cependant pas nous priver d'une réflexion volontariste sur la nature et le périmètre de nos politiques sociales. Face à la crise, nous aurions tort de nous en tenir à un approfondissement et à un durcissement des sécurités existantes. C'est plutôt à une refondation de celles-ci que nous devons nous atteler, en particulier pour mieux prendre en compte la réalité des situations individuelles. C'est, par exemple, l'introduction de la notion de pénibilité dans notre système des retraites ; c'est également la mise en place d'un compte personnel récapitulant les droits acquis en matière de retraite, de chômage ou encore de formation professionnelle.

Seules des réformes courageuses de structure nous permettront de maintenir la qualité de notre système. Il en va ainsi de la prévention, qui doit être massivement développée, mais également de la question de l'accès aux soins. Le déficit de la sécurité sociale doit certes être combattu. Il est cependant inacceptable que les efforts nécessaires se traduisent par des politiques de régression des droits et de remise en cause de la capacité d'accès aux soins d'une partie de nos concitoyens. Nous préconisons à l'inverse une refonte du financement de la sécurité sociale qui mette à contribution les revenus du capital ; le travail ne peut être seul à supporter le coût de la solidarité.

L'évolution des nos politiques sociales doit enfin passer par un rôle accru donné au dialogue social. Il s'agit là d'un enjeu de société : le changement ne peut relever seulement de la loi et du règlement. Il est donc impératif de moderniser les moyens du dialogue social, en particulier dans les petites entreprises.

▪ **L'impératif de la transformation écologique**

Avec la convention sur un nouveau modèle de société, le Parti socialiste a pour la première fois intégré que sa clef de lecture du monde ne devait pas être seulement économique et sociale, mais économique, sociale et écologique. C'est un pas considérable, dont il faut mesurer la portée. Mais ce n'est que le premier : il doit être suivi de nombreux autres, pour que nous allions au bout de notre doctrine et de sa formalisation. Nous avons, sur ce sujet, une parole à porter à la fois différente et complémentaire de celle de nos partenaires d'Europe écologie. Elle tient à l'histoire du Parti socialiste et à la préoccupation sociale qui est centrale depuis toujours pour notre parti. Notre société a autant à craindre d'un accès à l'énergie à deux vitesses, d'une qualité de l'air et de l'eau qui varie selon les catégories sociales que d'émissions de gaz à effet de serre qui affectent uniformément l'ensemble de la population. Il nous faut lutter contre le cumul de toutes les précarités, qu'elles soient économiques, sociales, environnementales ou énergétiques.

C'est cette colonne vertébrale du socialisme qui différenciera notre approche de l'écologie « classique » : poursuivre un objectif de sobriété énergétique nationale sans jamais remettre en cause un accès pour tous au service énergétique minimum.

L'urgence écologique doit aussi se trouver au cœur de notre volonté d'innovation économique. Les nouvelles technologies de l'énergie représentent une opportunité considérable pour l'avenir de l'industrie française et ses emplois. Encore faut-il s'en donner les moyens, créer les conditions propices pour leur développement et leur épanouissement. L'Etat doit envoyer un signal clair et durable aux industriels et aux investisseurs. Nous devons, dans notre plan d'investissement, conjointement à un plan national d'économie d'énergie, réserver une part conséquente à ces technologies d'avenir, afin de nous affirmer en pointe de la recherche et développement éco-industrielle. Des pistes existent : voiture hybride, éolien off shore, photovoltaïque nouvelle génération, biocarburants de 3e génération... Leur développement passera par un investissement important sur le long terme, la structuration de la filière industrielle et l'émergence de poids lourds industriels des énergies renouvelables.

La France devra nouer un partenariat avec d'autres pays européens pour créer, trente ans après les succès des programmes Airbus et Ariane, un consortium capable de produire de manière compétitive des panneaux solaires, éoliennes et autres sources d'énergie. Le développement des énergies renouvelables doit en effet venir en appui d'une stratégie globale de création d'emploi et de savoir-faire, si possible au niveau européen.

Le drame de Fukushima, qui montre la vulnérabilité d'un pays développé aux accidents nucléaires, doit également nous interpeller. Il ne s'agit pas de céder à la panique et de saborder l'outil industriel français, mais de prendre acte que le risque nucléaire ne peut jamais être totalement écarté, et que le coût de l'électricité nucléaire n'est pas tout à fait sincère s'il n'intègre pas cette éventualité.

Nous devons en finir avec cette « anomalie française », qui nous voit produire 75 % de notre électricité à partir du nucléaire. Cette part doit être significativement diminuée, grâce à des politiques volontaristes. Pour cela, des efforts technologiques et industriels très importants devront être fournis entre 2012 et 2017 pour permettre le développement des énergies renouvelables. Les prochaines années doivent permettre d'arrêter une méthode, sinon une échéance : nous voulons sortir rapidement du tout nucléaire et nous avons la conviction qu'une sortie progressive du nucléaire est un horizon long, mais inéluctable.

Nous militerons pour que cette parole écologique soit incarnée dans les primaires. Nous travaillerons à des convergences politiques avec Europe-Ecologie les Verts qui ne se limitent pas à de simples accords électoraux : c'est une véritable alliance stratégique et programmatique que nous proposons. Aux socialistes de prendre la responsabilité de tendre la main aux écologistes pour présenter à tous les Français et à tous les Européens une offre politique cohérente et solidaire.

▪ L'ambition de l'Europe

De tous temps, notre famille politique a porté haut l'idéal européen. Par conviction humaniste bien sûr, forgée au lendemain du plus meurtrier des conflits, mais aussi par pragmatisme économique : dans un monde interconnecté, mondialisé, nous ne serons rien sans l'Europe.

Celle-ci est aujourd'hui au milieu du gué : elle n'a jamais parue aussi loin des Européens. Trop loin, trop bureaucrate, trop diverse, trop libérale... elle cristallise le ressentiment des citoyens et les discours populistes. Dans ce contexte de turbulences et de doutes, l'explosion de l'union monétaire, dramatique si elle advenait, pourrait sonner le glas du plus beau projet politique que nous ont légué nos aînés. Les socialistes, dans ces conditions, doivent choisir leur camp.

Nous souhaitons que ce soit celui d'un internationalisme assumé, qui place au cœur de son projet l'idéal européen. L'Union européenne, bien sûr, ne peut être celle que nous propose la droite. Elle ne peut être celle du pacte de compétitivité et du moins-disant social. Elle ne peut être celle qui étouffe ses propres membres (la Grèce, le Portugal,...) quand le FMI, sous l'impulsion de Dominique Strauss-Kahn, tenait enfin un discours progressiste et keynésien et

offrirait à des pays européens des prêts à des taux inférieurs à ceux proposés par les autres pays européens – nous craignons au demeurant que ce ne soit plus le cas à l’avenir. Mais nous aurions tort, à l’inverse, de baisser les bras, de donner de la voix avec ceux qui, à gauche, assurent que la complexité des choses est une impasse, que la seule issue possible réside dans la renonciation à l’idéal européen et en premier lieu à la monnaie commune.

L’Europe que nous appelons de nos vœux ne doit pas refaire les erreurs qui ont conduit aujourd’hui la zone euro au bord de l’implosion. Nous devons montrer qu’avec une autre couleur politique et un effort de démocratisation, une autre Europe est possible, avec l’euro pour monnaie. Là est l’urgence : c’est une condition sine qua non d’un renouveau démocratique de notre continent. Nous devons plaider pour une nouvelle gouvernance économique de l’Europe, à l’encontre de l’idéologie libérale qui a prévalu jusqu’ici. C’est le sens d’un budget réellement européen, assis sur des ressources pérennes qui permettront des transferts massifs en direction des pays qui doivent réorienter leurs choix économiques pour sortir de la spirale de l’endettement. C’est également celui d’une plus grande harmonisation des normes sociales, fiscales, environnementales, contrepartie naturelle du marché et de la monnaie unique. Nous devons plaider enfin pour que la BCE prenne en compte de réels objectifs de change, pour redonner des marges aux entreprises européennes. La norme du « zéro inflation » est une norme imposée par des économies de rente vieillissantes, protégeant abusivement les revenus du capital des générations du baby-boom. L’Union européenne doit se faire pour les générations futures, pour les jeunes, avec des choix économiques allant clairement dans ce sens.

Cette convergence des politiques économiques devra avoir un visage : celui du Ministre des finances de l’Union européenne que nous appelons de nos vœux.

Portons, en 2012, le projet d’une véritable relance européenne, à la fois économique, sociale et politique. Le dépassement de la contradiction entre fédéralisme et nation ne peut plus passer par une complexité institutionnelle toujours accrue : une telle approche, dont les peuples ne sont pas dupes, risque de dissoudre la légitimité démocratique de la construction européenne.

Défendons enfin, une vision politique et démocratique de l’Europe, qui dépasse les cadres historiques et religieux. Le printemps des révolutions arabes doit nous conduire à nous interroger sur ce qui fait la chair de l’idéal européen, nous inciter à penser ce projet politique à long terme avec le pourtour méditerranéen. C’est une ambition audacieuse, alors même que la question turque cristallise les difficultés. Mais notre conviction est que l’Europe se meurt de sa technocratie et de son pragmatisme. Il nous faut lui redonner une perspective démocratique, prendre à rebours le discours sur les peurs que tient la droite.

Contre le repli protectionniste, inefficace et hors d’âge de l’extrême droite, défendons une Europe pragmatique et soucieuse de sa compétitivité. Contre le protectionnisme, faisons le choix de la réciprocité : l’Europe n’a pas à être plus libre-échangiste, moins protectrice de ses intérêts que les autres grandes puissances. Elle doit au contraire affirmer son idéal d’ouverture et d’internationalisme, sans que cette posture ne nuise aux intérêts fondamentaux des citoyens, des entreprises et des emplois.

Ne soyons pas Européens à moitié : nous le paierions très cher, du prix de l'impuissance donc de l'échec. Ne soyons pas, non plus, Européens par défaut : l'avenir de la gauche, des idées qu'elle défend, est dans l'Europe. Soyons joyeusement et totalement Européens !

▪ **L'audace de la réforme**

A l'orée de la campagne, les socialistes ont le choix entre deux attitudes : intérioriser le déclin, choisir le discours réparateur face aux méfaits du sarkozysme, ou redonner du souffle à la France et l'espoir d'un vrai renouveau, sans rien nier des difficultés présentes.

Notre choix est fait : nous porterons, dans les mois à venir, le discours d'innovation qui a toujours été le nôtre, en lien avec notre éthique de justice sociale et de progrès économique.

La gauche ne pourra se contenter de jouer sur la déception du sarkozysme, sur le recyclage de méthodes et de principes passés. Elle doit se porter volontairement en avant.

Elle doit, également, avoir l'audace de la réforme et des grands choix de société.

Oui, il faudra revenir sur la « réforme » des retraites du gouvernement Fillon. Mais également approfondir notre propre approche, aller encore plus loin vers une réforme systémique, à la fois juste, transparente et viable financièrement, sans exclure un système par comptes notionnels à la française. C'est un énorme chantier, mais les Français sont lassés des réformes à courte vue, d'un système peu transparent, inéquitable et victime de coups de barre politiques qui déstabilisent non seulement les retraités mais aussi les actifs qui approchent de la retraite, sans pour autant rassurer les jeunes quant à l'avenir du système.

Oui, il faudra rénover nos politiques sociales pour que le travail redevienne facteur d'émancipation et non source de souffrance. La lutte contre le chômage est à l'évidence une priorité. L'exigence d'un travail de qualité, tant pour les individus que pour la collectivité, est une exigence : nous revendiquons l'encadrement strict des contrats précaires, la mise en place d'une véritable sécurité sociale professionnelle, fondée sur le portage complet des droits acquis par les salariés. La lutte contre la souffrance au travail, encore trop largement banalisée, doit être menée avec vigueur par l'Etat, ce qui passe à la fois par la refonte des formations des managers, la mise en place des instruments d'un dialogue social renoué (permettant notamment que les salariés des petites entreprises ne soient plus les laissés pour compte du dialogue social).

Oui, il faudra traiter le sujet de l'immigration et de l'intégration. Comment, alors, éviter la question des banlieues, de ces quartiers et de ces personnes auxquels seul le 20h de TF1 semble s'intéresser, pour les caricaturer ou les dénigrer ? L'audace sera, dans la crise, de porter, à l'opposé d'une droite fascinée par le Front national, un discours qui s'appuie sur les valeurs de la République mais également sur un véritable programme social, éducatif, économique et urbain pour permettre réellement aux immigrés qui ont voulu vivre en France de travailler et de contribuer à la richesse nationale, économique certes, mais aussi culturelle et sociale. Il faudra aussi avoir le courage de faire des choix et, lorsque ce sera nécessaire, de concentrer les moyens sur ceux qui en ont le plus besoin. Nous porterons ces idées, comme

nous avons commencé à le faire en proposant que la moitié des emplois d'avenir soient ciblés sur les quartiers en difficultés et sur l'emploi des jeunes.

Oui, il faudra avoir le courage de s'attaquer à l'immense chantier de la fiscalité, jusqu'au bout, pour garantir enfin l'égalité devant l'impôt et la juste contribution de chacun à l'effort collectif. Cette réforme, utilement portée dans le débat par le travail de Camille Landais, Thomas Piketty et Emmanuel Saez, devra être faite entièrement, tout de suite, sous peine de s'effilocheur sous les contraintes électorales et politiques. Nous la porterons, tout en consacrant une attention particulière aux effets sur les personnes isolées, handicapées ou bénéficiant de déductions pour des gardes d'enfants, dont le pouvoir d'achat devra évidemment être maintenu.

Oui, il faudra avoir le courage de s'attaquer au chantier de l'éducation nationale. C'est là une cause d'envergure nationale, qui doit mobiliser notre courage, notre énergie et notre audace pour enfin apporter des réponses à la hauteur de l'enjeu, pour créer une école publique moins inégalitaire, plus performante et plus ouverte en s'appuyant sur ceux qui en sont la chair : les enseignants. Répondre au défi de l'éducation nécessitera également de s'attaquer aux inégalités à la racine, dès la petite enfance, avec un effort particulier en direction des quartiers en difficulté.

▪ **La voie réformiste, au cœur des primaires**

Puissance publique refondée, nouvelle croissance, transformation écologique, engagement internationaliste et européen, choix de société et de valeurs... la voie réformiste n'a rien perdu de sa pertinence et de son actualité. Elle doit continuer à jouer son rôle, à innover dans son approche de l'économie et de la société, à entraîner à sa suite le Parti socialiste.

Les primaires vont bientôt s'ouvrir. Nous voulons contribuer à ce grand débat en portant les orientations de ce texte, que nous soumettons aux militants socialistes, à tous les citoyens intéressés par ce choix démocratique, et que nous adressons à tous les candidats potentiels aux primaires.

De leur réponse dépendra, nécessairement, notre attitude : c'est sur les contenus que nous attendent les Français, c'est sur les contenus que nous attendons celles et ceux qui ont l'ambition de mener les socialistes et la gauche à la victoire face au « monstre doux » de la droite sarkoziste, c'est sur les contenus que nous nous déterminerons. L'élection présidentielle est, à nos yeux, plus compliquée après le retrait de Dominique Strauss-Kahn. Mais la défaite reste interdite, et nos idées sont plus décisives que jamais pour la conjurer. **Ayons donc l'audace d'innover.**